

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2007 — 725

[C — 2007/35212]

19 JANVIER 2007. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 1995 relatif au recouvrement des créances non fiscales pour la Communauté flamande et les organismes qui en relèvent

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret cadre sur la politique administrative du 18 juillet 2003, notamment les articles 10, § 4, et 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 22 février 1995 fixant les règles relatives au recouvrement des créances non fiscales pour la Communauté flamande et les organismes qui en relèvent, notamment l'article 2, alinéas 1^{er} et deux;

Vu le décret du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins, modifié en dernier lieu par le décret du 23 décembre 2005, notamment l'article 21bis, § 3, inséré par le décret du 24 juin 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 1995 relatif au recouvrement des créances non fiscales pour la Communauté flamande et les organismes qui en relèvent, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 29 juin 2001 et 14 janvier 2005;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget, donné le 12 décembre 2006;

Vu l'urgence motivée par le fait que, depuis mi-juillet 2006, le 'Vlaams Zorgfonds' (Fonds flamand des Soins) a entamé l'envoi des amendes administratives et que, par conséquent, le délai de paiement prévu dans nombre de dossiers est déjà expiré. Afin de ne pas hypothéquer le taux de réussite du recouvrement forcé, il est dès lors d'importance cruciale que la 'Centrale Invorderingscel' (Cellule centrale de recouvrement) puisse entamer le recouvrement forcé en question dès la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 décembre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 1995 relatif au recouvrement des créances non fiscales pour la Communauté flamande et les organismes qui en relèvent, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 janvier 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Les fonctionnaires du 'Vlaamse Belastingdienst' procèdent au recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles relatives à l'assurance soins et des amendes administratives y afférentes. »

Art. 2. Dans le même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 29 juin 2001 et 14 janvier 2005, il est inséré un article 1bis, rédigé comme suit :

« Art. § 1^{er}bis. Les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} sont également autorisés, au nom et pour le compte des organismes publics relevant de la Communauté flamande, à recouvrer des créances non fiscales incontestées et exigibles aux conditions visées à l'article 2, alinéa deux, du décret du 22 février 1995 fixant les règles relatives au recouvrement des créances non fiscales pour la Communauté flamande et les organismes qui en relèvent, et aux conditions visées à l'article 28, § 1^{er}, alinéa premier, du décret cadre sur la politique administrative du 18 juillet 2003. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 janvier 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

Le Ministre flamand des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire,
D. VAN MECHELEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 726

[2007/200460]

18 JANVIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs publics subordonnés pour l'établissement de dispositifs destinés à la protection contre l'érosion des terres agricoles et à la lutte contre les inondations et coulées boueuses dues au ruissellement

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, association de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et association des polders ou de wateringues et notamment l'article 2bis, 2^o;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003 adoptant le Plan P.L.U.I.E.S.;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 juin 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juin 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 17 octobre 2006;

Vu l'avis n°41.734/4 du Conseil d'Etat donné le 11 décembre 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o allocataire : le pouvoir public subordonné bénéficiaire de la subvention et maître de l'ouvrage;

2^o arrêté du Régent : l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et association des polders ou de waterings;

3^o dispositif : ouvrage ou aménagement visant à limiter l'érosion des sols et à retenir les eaux dues au ruissellement, afin de maintenir la valeur agronomique des terres et de limiter les dégâts aux biens situés en aval, en ce compris une ou plusieurs des opérations suivantes :

— des travaux de génie rural;

— des travaux de plantations et de semis;

— des essais nécessaires à l'exécution des travaux;

— l'acquisition de biens immobiliers non bâtis nécessaires à la bonne exécution des travaux précités ou le paiement d'une indemnité pour la création d'une servitude d'immersion temporaire;

4^o Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

5^o service d'accompagnement : Direction générale de l'Agriculture, Division de la Gestion de l'Espace rural, Direction du Remembrement et des Travaux.

Art. 2. A l'article 2*bis*, 2^o, de l'arrêté du Régent, il est ajouté :

« g) les ouvrages et aménagements visant à limiter l'érosion des sols et à retenir les eaux dues au ruissellement en vue de maintenir la valeur agronomique des terres et de limiter les dégâts aux biens situés en aval ».

Art. 3. Les projets introduits par l'allocataire pour l'obtention de subventions en vue de la réalisation d'ouvrages ou d'aménagements visés par le présent arrêté doivent comprendre l'avis du gestionnaire du cours d'eau et les documents suivants :

— une étude agronomique et hydrologique permettant d'identifier l'origine des problèmes d'érosion, d'inondations ou de coulées boueuses et d'envisager globalement des mesures correctrices, comprenant des dispositifs visés par le présent arrêté. L'étude agronomique examine notamment l'incidence des pratiques culturales et précise l'importance des terres agricoles à protéger. L'étude hydrologique examine l'incidence des aménagements sur la propagation et la superposition des ondes de crue en aval. Lorsque cette étude porte sur des inondations dans un bassin hydrographique de plus de 100 ha, l'avis du gestionnaire du cours d'eau est sollicité. Les projets introduits par l'allocataire pour l'obtention de subventions en vue de réaliser les études préalables au dépôt du projet comportent une notice décrivant l'ampleur, la récurrence et l'incidence des phénomènes d'érosion et d'inondation constatés;

— les notes de calculs se référant à ces dispositifs;

— la copie de la délibération par laquelle l'allocataire approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions et sollicite les subventions;

— le cahier spécial des charges des travaux conforme au cahier des charges-type RW 99 de la Région wallonne, les métrés descriptif et récapitulatif, le modèle de soumission et les plans d'exécution;

— le devis estimatif des travaux comprenant, le cas échéant, le coût des essais préalables;

— une note explicative du mode de détermination des prix unitaires;

— l'attestation de l'allocataire établissant qu'il dispose de tous les terrains nécessaires à la réalisation des travaux;

— en cas d'acquisition de biens immobiliers non bâtis, un dossier d'emprise avec une estimation de leur valeur établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles;

— en cas de servitude d'immersion temporaire, un dossier d'indemnisation unique et les conditions d'exercice de cette servitude;

— le permis d'urbanisme et d'environnement, s'il échet.

Art. 4. Le service d'accompagnement assiste les allocataires en vue d'établir les documents nécessaires au suivi technique, administratif et budgétaire des dossiers. Il est chargé de remettre l'avis circonstancié au Ministre.

L'allocataire établit le projet et le transmet au service d'accompagnement qui le soumet à l'approbation du Ministre. Le Ministre décide s'il est opportun ou non de réaliser les dispositifs proposés.

Art. 5. La notification à l'allocataire par le Ministre de l'approbation du projet et des taux de subvention vaut promesse de principe d'octroi de subvention.

Art. 6. Dans les trois mois à dater de la notification de la promesse de principe visée à l'article 5, l'allocataire procède à l'ouverture des soumissions. Il transmet ensuite au Ministre, via le service d'accompagnement, le dossier complet relatif à l'attribution du marché. La promesse de principe devient caduque à l'expiration de ce délai.

Art. 7. Le Ministre fait procéder à l'engagement budgétaire de la dépense et prend un arrêté ministériel octroyant les subsides.

Le montant de la subvention est notifié à l'allocataire, sur base de la soumission approuvée.

Pour le calcul de la subvention, le montant à prendre en considération est la somme :

- du coût des travaux subsidiés, T.V.A comprise, déterminé par l'adjudication;
- d'un forfait de 10 % du montant global des travaux pour frais d'étude, de coordination sécurité, d'essais géotechniques préalables, de contrôle des matériaux;
- du montant de l'estimation établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles en cas d'acquisition d'immeubles non bâtis et de servitude d'immersion temporaire.

Les autres frais généraux exposés par l'allocataire ne sont pas subventionnés.

Art. 8. Par dérogation aux articles *2bis*, alinéas 2 et 4, 11, 13 et 14 de l'arrêté du Régent, dans les limites des crédits budgétaires, le taux de subsides est de 60 % du montant établi à l'article 7 pour les travaux visés à l'article *2bis*, 2^o, g), de l'arrêté du Régent.

En cas de travaux de plantations, le Ministre peut accorder une majoration de l'aide sur l'ensemble des travaux pris en considération si le projet apporte une amélioration écologique et paysagère.

Les plantations ligneuses seront composées d'espèces reprises dans le "Fichier écologique des essences" édité par la Région wallonne ou dans le tableau repris à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 1995.

Le maintien et l'entretien desdites plantations doivent faire l'objet préalablement d'une convention entre le propriétaire, le locataire et l'allocataire.

Dans le cas d'une zone d'immersion temporaire, vu la bonne intégration paysagère, la majoration de 20 % est accordée si l'ensemble (berges et fond) est ressemé; dans ce cas, des plantations ligneuses ne sont pas indispensables.

Art. 9. En tout état de cause, la subvention régionale ne peut excéder 80 % du montant à prendre en considération.

Toute autre intervention que celle de l'allocataire est déduite du montant global de la dépense à subventionner.

Art. 10. § 1^{er}. Le dossier complet relatif à l'attribution du marché comprend une copie des documents suivants :

— la délibération par laquelle l'allocataire arrête la date d'ouverture des soumissions et le cas échéant, la liste des entreprises à consulter;

— le cahier des charges approuvé;

— l'avis de marché;

— le procès-verbal de l'ouverture des soumissions;

— le rapport d'adjudication du marché;

— la soumission déposée par l'adjudicataire désigné par l'allocataire;

— le tableau comparatif des prix unitaires des soumissions déposées;

— la délibération par laquelle l'allocataire motive la désignation de l'adjudicataire.

§ 2. S'il échet, le dossier est accompagné de :

— la convention de maintien et d'entretien des plantations signée par les parties;

— l'acte d'acquisition d'immeubles non bâtis;

— la convention de servitude.

Art. 11. Le Ministre peut faire procéder au contrôle de l'emploi des subventions attribuées.

Art. 12. § 1^{er}. Le montant définitif de la subvention sera calculé sur base du montant effectif des travaux subventionnés figurant au décompte final, en ce compris les frais d'acquisition d'emprise et de servitude et les autres frais tels que précisés à l'article 7, limités à 10 % du montant global des travaux. Lorsque le montant du décompte final des travaux subventionnés est inférieur à celui retenu initialement pour le calcul de la subvention, le montant de celle-ci est revu sur la base de la dépense réelle relative aux dits travaux.

§ 2. Le Ministre peut étendre l'octroi des subventions aux travaux d'entreprises qui étaient imprévisibles au moment de l'élaboration du projet initial et qui se sont avérés nécessaires pour la bonne exécution de celle-ci.

Dans ce dernier cas, la subvention supplémentaire ne pourra excéder 10 % de la subvention initiale.

Art. 13. Dans le cas d'acquisition d'immeubles non bâtis, le montant définitif de la subvention est arrêté sur la base de l'acte d'acquisition du bien dont une copie est transmise au service d'accompagnement.

Art. 14. Les articles 16 et 18 de l'arrêté du Régent ne sont pas applicables pour les travaux visés à l'article *2bis*, 2, g), de l'arrêté du Régent.

Art. 15. § 1^{er}. Au prorata des travaux effectivement exécutés, le Ministre peut opérer la liquidation d'acomptes sur les subsides octroyés.

§ 2. La subvention est liquidée sur présentation d'une déclaration de créance de l'allocataire appuyée par un état d'avancement des travaux.

Art. 16. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 janvier 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 726

[2007/200460]

18. JANUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Subventionen an die untergeordneten öffentlichen Behörden für das Anbringen von Vorrichtungen, die für den Schutz gegen die Erosion der landwirtschaftlichen Ländereien und die Bekämpfung des Hochwassers und der Schlammströme, die durch Oberflächenabfluss verursacht werden, bestimmt sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Regentenerlasses vom 2. Juli 1949 über die Beteiligung des Staates bei Zuschüssen für Arbeiten, die von den Provinzen, Gemeinden, Gemeinverbänden, öffentlichen Unterstützungskommissionen, Kirchenfabriken und Polder- und Moorentwässerungsverbänden ausgeführt werden, insbesondere des Artikels *2bis*, 2°;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 9. Januar 2003 zur Verabschiedung des Plans P.L.U.I.E.S.;

Aufgrund des am 2. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 17. Oktober 2006 abgegebenen Gutachtens des "Conseil Supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 11. Dezember 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats n° 41.734/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Subventionsempfänger: die untergeordnete öffentliche Behörde, die die Subvention empfängt und als Bauherr auftritt;

2° Regentenerlass: der Regentenerlass vom 2. Juli 1949 über die Beteiligung des Staates bei Zuschüssen für Arbeiten, die von den Provinzen, Gemeinden, Gemeinverbänden, öffentlichen Unterstützungskommissionen, Kirchenfabriken und Polder- und Moorentwässerungsverbänden ausgeführt werden;

3° Vorrichtung: Anlage oder Vorrichtung, die zum Zweck hat, die Bodenerosion zu begrenzen und das abfließende Wasser zu stauen, um den agronomischen Wert der Ländereien zu erhalten und die Schäden an talabwärts liegenden Gütern zu begrenzen, einschließlich folgender Maßnahmen:

— Agrartechnische Arbeiten;

— Anpflanzungs- und Saatarbeiten;

— Für die Ausführung der Arbeiten notwendige Tests;

— Erwerb von unbebauten Immobiliengütern, die für die gute Ausführung der vorerwähnten Arbeiten notwendig sind, oder die Zahlung einer Zulage für die Schaffung einer Dienstbarkeit für das zeitweilige Ableiten des abfließenden Wassers;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

5° Begleitdienst: Generaldirektion der Landwirtschaft, Direktion der Flurneueordnung und der Arbeiten, Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums.

Art. 2 - Artikel *2bis*, 2° des Regentenerlasses wird wie folgt ergänzt:

«g) Anlagen und Einrichtungen, die zum Zweck haben, die Bodenerosion zu begrenzen und das abfließende Wasser zu stauen, um den agronomischen Wert der Ländereien zu erhalten und die Schäden an talabwärts liegenden Gütern zu begrenzen.»

Art. 3 - Die Projekte, die vom Subventionsempfänger für die Erhaltung von Zuschüssen zwecks der Verwirklichung von im vorliegenden Erlass erwähnten Anlagen oder Vorrichtungen eingereicht werden, müssen das Gutachten des Verwalters des Wasserlaufs und die folgenden Unterlagen umfassen:

— eine agronomische und hydrologische Studie, die ermöglicht, die Ursache der Erosion, des Hochwasser oder der Schlammströme zu identifizieren und globale Maßnahmen zur Lösung dieser Probleme zu erwägen, die u.a. die Vorrichtungen umfassen, die im vorliegenden Erlass erwähnt sind. Die agronomische Studie betrifft insbesondere die Auswirkungen der Anbaupraxis und bestimmt die Bedeutung der zu schützenden landwirtschaftlichen Ländereien. Die hydrologische Studie betrifft die Auswirkungen der Vorrichtungen über die Verbreitung und die Überlagerung der Hochwasserwellen talabwärts. Wenn diese Studie Hochwasser in einem mehr als 100 Ha großen Einzugsgebiet betrifft, wird das Gutachten des Verwalters des Wasserlaufs beantragt. Die Projekte, die vom Subventionsempfänger für die Erhaltung von Zuschüssen zwecks der vor der Einreichung des Projekts auszuführenden vorherigen Studien eingereicht werden, umfassen eine Notiz, die das Ausmaß, die Frequenz und die Auswirkungen der festgestellten Erosions- und Hochwassererscheinungen beschreiben.

— die Rechnungen bezüglich dieser Vorrichtungen;

— die Abschrift des Beschlusses, durch den der Subventionsempfänger das Projekt genehmigt, die Art der Auftragsvergabe wählt, dessen Bedingungen festlegt und die Subventionen beantragt;

— das Sonderlastenheft der Arbeiten, das dem Lastenheft des Typs RW 99 der Wallonischen Region entspricht, die beschreibenden und zusammenfassenden Ausmaße, das Muster der Submission und die Ausführungspläne;

- der Kostenvoranschlag der Arbeiten, der ggf. der Kosten der vorherigen Studien umfasst;
- eine Erklärungsschreiben über die Art der Festsetzung der Einheitspreise;
- die Bescheinigung des Subventionsempfängers, aus der hervorgeht, dass er über alle für die Ausführung der Arbeiten notwendigen Grundstücke verfügt;
- im Falle eines Erwerbs von unbebauten Immobiliengütern, eine Landentnahmeakte, einschließlich einer durch das Immobilienerwerbskomitee festgelegten Schätzung ihres Wertes;
- im Fall einer Dienstbarkeit für das zeitweilige Ableiten des abfließenden Wassers, eine Akte für die einmalige Entschädigung und die Bedingungen für die Ausübung der Dienstbarkeit;
- ggf. die Umwelt- und Städtebaugenehmigung.

Art. 4 - Der Begleitdienst steht den Subventionsempfängern bei, um die zur technischen, administrativen und haushaltstechnischen Bearbeitung der Akte notwendigen Unterlagen auszufertigen. Er hat die Aufgabe, dem Minister das ausführliche Gutachten zu übermitteln.

Der Zuschussempfänger erstellt das Projekt und übermittelt es dem Begleitdienst, der es wiederum dem Minister zur Genehmigung vorlegt. Der Minister beschließt, ob es angebracht ist oder nicht, die vorgeschlagenen Vorrichtungen zu verwirklichen.

Art. 5 - Die Mitteilung an den Subventionsempfänger über die Genehmigung des Projektes und die Subventionsätze durch den Minister gilt als prinzipielle Subventionszusage.

Art. 6 - Innerhalb von drei Monaten ab der Zustellung der in Artikel 5 erwähnten prinzipiellen Subventionszusage eröffnet der Subventionsempfänger die Submissionen. Er übermittelt anschließend dem Minister über den Begleitdienst die vollständige Akte über die Auftragsvergabe. Die prinzipielle Zusage wird nach Ablauf dieser Frist unwirksam.

Art. 7 - Der Minister veranlasst die haushaltstechnische Verbuchung der Ausgabe und trifft einen Ministerialerlass zur Gewährung der Zuschüsse.

Der Subventionsbetrag wird dem Subventionsempfänger auf der Grundlage der genehmigten Submission mitgeteilt.

Für die Berechnung des Zuschusses ist der in Betracht zu nehmende Betrag die Summe:

- der Kosten der bezuschussbaren Arbeiten, inkl. MwSt, der durch die Auftragsvergabe festgelegt wird;
- eines Pauschalbetrags in Höhe von 10% des Gesamtbetrags der Arbeiten für Kosten für Studien, Sicherheitskoordination, vorab durchgeführte geotechnische Prüfungen und Materialüberprüfung;
- des Betrags der durch das Immobilienerwerbskomitee ausgestellten Schätzung im Falle des Erwerbs von unbebauten Immobiliengütern und der Dienstbarkeit für das zeitweilige Ableiten des abfließenden Wassers.

Andere allgemeine Unkosten, die zu Lasten des Subventionsempfänger entstehen, werden nicht subventioniert.

Art. 8 - In Abweichung der Artikel *2bis*, Absätze 2 und 4, 11, 13 und 14 des Regentenerlasses und im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel entspricht der Subventionsatz 60% des in Artikel 7 festgelegten Betrags für die in Artikel *2bis*, 2°, g) des Regentenerlasses erwähnten Arbeiten.

Bei Anpflanzungsarbeiten kann der Minister eine Erhöhung der Beihilfe für die gesamten berücksichtigten Arbeiten gewähren, wenn das Projekt zu einer Verschönerung der Umwelt und der Landschaft führt.

Die holzigen Pflanzen bestehen aus Arten bestehen, die in der durch die Wallonische Region herausgegebenen "Ökologischen Datei der Arten" oder in der in Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Region vom 6. Februar 1995 angeführten Tabelle aufgelistet sind.

Die Aufrechterhaltung und der Unterhalt der besagten Pflanzen müssen vorher Gegenstand einer Vereinbarung zwischen dem Eigentümer, dem Pächter und dem Subventionsempfänger sein.

Handelt es sich um ein Gebiet für das zeitweilige Ableiten des abfließenden Wassers wird aufgrund der guten landwirtschaftlichen Integration eine Erhöhung von 20% gewährt, wenn das Gesamtgebiet (Ufer und Sohle) wieder gesät wird; in diesem Fall sind Anpflanzungen von holzigen Pflanzen nicht unbedingt notwendig.

Art. 9 - Die regionale Subvention darf unter keinen Umständen 80% des in Betracht zu nehmenden Betrags überschreiten.

Jegliche Beteiligung, die nicht vom Subventionsempfänger ausgeht, wird von dem Gesamtbetrag der zu bezuschussenden Ausgabe abgezogen.

Art. 10 - § 1 - Die vollständige Akte der Vertragsaufgabe umfasst eine Abschrift der nachstehend angeführten Dokumente:

- der Beschluss, durch den der Subventionsempfänger das Datum der Submissionseröffnung und ggf. die Liste der zu kontaktierenden Unternehmen festlegt;
- das genehmigte Lastenheft;
- die Auftragsbekanntmachung;
- das Protokoll der Eröffnung der Submissionen;
- der Bericht des Vertragsvergabe;
- die Submission, die durch den vom Submissionsempfänger bezeichneten Auftragnehmer hintergelegt ist;
- die Vergleichstabelle der Einheitspreise der hintergelegten Submissionen;
- der Beschluss, durch den der Subventionsempfänger die Bezeichnung des Auftragnehmers begründet.

§ 2 - Gegebenenfalls wird die Akte folgendes beigefügt:

- die Vereinbarung über die Aufrechterhaltung und den Unterhalt der Bepflanzungen, die durch die Parteien unterzeichnet ist;
- der Kaufvertrag der unbebauten Immobiliengüter;
- die Dienstbarkeitsvereinbarung.

Art. 11 - Der Minister ist berechtigt, die Verwendung der gewährten Subventionen überprüfen zu lassen

Art. 12 - § 1 - Der endgültige Subventionsbetrag wird auf der Grundlage des tatsächlichen Betrags der in der Endabrechnung angeführten subventionierten Arbeiten berechnet, einschließlich der Kosten der Land- und Dienstbarkeitswerb sowie die sonstigen in Artikel 7 erläuterten und auf 10% des Gesamtbetrags der Arbeiten begrenzten Kosten. Ist der in der Endabrechnung der subventionierten Arbeiten angeführte Betrag geringer als jener, der eingangs für die Berechnung der Subvention in Betracht gezogen worden war, wird der Betrag dieser Subvention auf der Grundlage der tatsächlichen Ausgabe für die genannten Arbeiten neu festgesetzt.

§ 2 - Der Minister ist berechtigt, die Gewährung der Subventionen auf die Arbeiten auszudehnen, die zum Zeitpunkt des ursprünglich hinterlegten Projekts nicht vorhersehbar waren und die sich für die reibungslose Durchführung dieses Projekts als notwendig erwiesen haben.

In diesem letzten Fall darf die zusätzliche Subvention die ursprünglich festgesetzte Subvention jedoch nicht um mehr als 10% übersteigen.

Art. 13 - Im Falle eines Erwerbs von unbebauten Immobiliengütern, wird der endgültige Betrag der Subvention auf der Grundlage der Erwerbssurkunde des Gutes berechnet, wovon eine beglaubigte Abschrift an den Begleitdienst übermittelt wird.

Art. 14 - Artikel 16 und 18 des Regentenerlasses sind nicht anwendbar auf die in Artikeln *2bis*, 2, g) des Regentenerlasses erwähnten Arbeiten.

Art. 15 - § 1 - Der Minister ist berechtigt, im Verhältnis zu den tatsächlich ausgeführten Arbeiten die Auszahlung von Vorschüssen auf die gewährten Subventionen zu veranlassen.

§ 2 - Die Subvention wird auf Vorlage einer Schulderklärung des Subventionsempfängers, die er durch eine Erklärung des Stands der Arbeiten begründet, ausgezahlt.

Art. 16 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Januar 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 726

[2007/200460]

18 JANUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van subsidies aan de ondergeschikte overheden met het oog op de bouw van voorzieningen ter bescherming van de landbouwgronden tegen erosie en ter bestrijding van overstromingen en modderstromen veroorzaakt door afvloeiend water

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen, inzonderheid op artikel *2bis*, 2°;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 9 januari 2003 waarbij het "Plan P.L.U.I.E.S." is aangenomen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 juni 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 juni 2004;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 17 oktober 2006;

Gelet op het advies nr. 41.734/4 van de Raad van State, gegeven op 11 december 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° subsidiegerechtigde : de ondergeschikte overheid die als bouwheer voor de subsidie in aanmerking komt;

2° besluit van de Regent : het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen;

3° voorziening : werk of inrichting bestemd om de bodemerosie te beperken en afvloeiend water tegen te houden zodat de landbouwkundige waarde van de grond behouden wordt en de aan de stroomafwaarts gelegen goederen toegebrachte schade beperkt blijft, met inbegrip van één of meer van de volgende handelingen :

— cultuurtechnische werken;

— beplantingen en zaaibedden;

— proeven vereist voor de uitvoering van de werkzaamheden;

— de aankoop van onbebouwde onroerende goederen die nodig zijn voor de vlotte uitvoering van bovengenoemde werkzaamheden of de betaling van een vergoeding voor de oprichting van een erfdienstbaarheid voor tijdelijk onder water zetten;

4° Minister : de Minister van Landbouw;

5° begeleidingsdienst : "Direction générale de l'Agriculture, Division de la Gestion de l'Espace rural, Direction du Remembrement et des Travaux" (Directoraat-generaal Landbouw, Afdeling Beheer Landelijke Ruimte, Directie Verkaveling en Werken).

Art. 2. Artikel 2bis, 2°, van het besluit van de Regent wordt aangevuld als volgt :

« g) de werken en inrichtingen die dienen om de bodemerosie te beperken en het afvloeiende water tegen te houden zodat de landbouwkundige waarde van de grond behouden kan worden en de aan de stroomafwaarts gelegen goederen toegebrachte schade beperkt blijft ».

Art. 3. De projecten die de subsidiegerechtigde indient om subsidies te krijgen in het kader van de uitvoering van werken of inrichtingen bedoeld in dit besluit gaan vergezeld van het advies van de waterloopbeheerder en van de volgende stukken :

— een agronomisch en hydrologisch onderzoek op grond waarvan de oorsprong van de problemen inzake erosie, overstromingen of modderstromen opgespoord kan worden en over het geheel genomen corrigerende maatregelen overwogen kunnen worden, waaronder de voorzieningen bedoeld in dit besluit. Het agronomisch onderzoek heeft o.a. betrekking op de weerslag van de teeltmethoden en preciseert de omvang van de te beschermen landbouwgronden. Het hydrologisch onderzoek heeft betrekking op de weerslag van de inrichtingen op de verspreiding en de opeenstapeling van de hoogwatergolven stroomafwaarts. Als dit onderzoek betrekking heeft op overstromingen in een stroomgebied van meer dan 100 ha, wordt de waterloopbeheerder om advies verzocht. De projecten die de subsidiegerechtigde indient om subsidies te ontvangen voor de uitvoering van de onderzoeken die voorafgaan aan de overlegging van het project bevatten een notitie waarin de omvang, het recurrente karakter en de weerslag van de vastgestelde erosie- en overstromingsverschijnselen omschreven worden;

— de berekeningsnota's die betrekking hebben op de voorzieningen;

— het afschrift van de beraadslaging waarbij de subsidiegerechtigde het project goedkeurt en de wijze van gunning van de opdracht kiest, er de voorwaarden van vastlegt en de subsidies aanvraagt;

— het bestek van de werkzaamheden overeenkomstig het typebestek RW 99 van het Waalse Gewest, de beschrijvende en samenvattende opmetingsstaten, het inschrijvingsmodel en de uitvoeringsplannen;

— de kostenraming van de werkzaamheden met, zo nodig, de kosten van de voorafgaande proeven;

— een toelichtende nota over de wijze waarop de eenheidsprijzen worden vastgelegd;

— het attest van de subsidiegerechtigde waaruit blijkt dat hij beschikt over de stukken grond die nodig zijn voor de uitvoering van de werkzaamheden;

— in geval van aankoop van onbebouwde onroerende goederen, een grondinnemingsdossier met een schatting van de waarde ervan door het Comité van Aankoop van onroerende goederen;

— in geval van erfdienstbaarheid voor tijdelijk onder water zetten, een enig vergoedingsdossier en de voorwaarden tot uitoefening van deze erfdienstbaarheid;

— in voorkomend geval de milieu- en stedenbouwkundige vergunning.

Art. 4. De begeleidingsdienst helpt de subsidiegerechtigden bij het opmaken van de documenten die nodig zijn voor de technische, administratieve en budgettaire opvolging. Hij wordt ermee belast het uitvoerig advies aan de Minister over te maken.

Het project wordt opgemaakt door de subsidiegerechtigde en door hem overgemaakt aan de begeleidingsdienst, die het ter goedkeuring aan de Minister voorlegt. De Minister beslist of het al dan niet opportuun is de voorgestelde voorzieningen uit te voeren.

Art. 5. De kennisgeving aan de subsidiegerechtigde van de goedkeuring van het project en van de subsidiepercentages door de Minister geldt als principiële belofte dat de subsidie toegekend zal worden.

Art. 6. Binnen drie maanden na de kennisgeving van de in artikel 5 bedoelde principiële belofte gaat de subsidiegerechtigde over tot de opening van de inschrijvingen. Via de begeleidingsdienst maakt hij het volledige dossier betreffende de gunning van de opdracht vervolgens over aan de Minister. De principiële belofte vervalt na afloop van die termijn.

Art. 7. De Minister laat de uitgave op de begroting vastleggen en neemt een ministerieel besluit tot toekenning van de subsidies.

Het subsidiebedrag wordt aan de subsidiegerechtigde meegedeeld op basis van de goedgekeurde inschrijving.

Voor de berekening van de subsidie is het in aanmerking te nemen bedrag de som van :

— de kosten van de subsidiabele werkzaamheden, BTW inbegrepen, bepaald door de aanbesteding;

— een vast bedrag van 10 % van het totaalbedrag van de werkzaamheden voor onderzoekskosten, kosten inzake veiligheidscoördinatie, voorafgaande geotechnische proeven en controle van de materialen;

— het bedrag van de schatting verricht door het Comité van Aankoop van onroerende goederen in geval van aankoop van onbebouwde onroerende goederen en van tijdelijke erfdienstbaarheid voor tijdelijk onder water zetten.

De overige algemene kosten gemaakt door de subsidiegerechtigde komen niet in aanmerking voor subsidies.

Art. 8. In afwijking van de artikelen 2bis, tweede en vierde lid, 11, 13 en 14 van het besluit van de Regent en binnen de perken van de budgettaire kredieten is het subsidiebedrag gelijk aan 60 % van het in artikel 7 vastgelegde bedrag voor de werkzaamheden bedoeld in artikel 2bis, 2°, g), van het besluit van de Regent.

In geval van beplantingswerkzaamheden kan de Minister een verhoging van de tegemoetkoming toestaan voor het geheel van de werkzaamheden die in aanmerking komen als het project een ecologische en landschappelijke verbetering teweegbrengt.

De beplantingen van houtgewassen bestaan uit soorten die opgenomen zijn in het door het Waalse Gewest uitgegeven "Fichier écologique des essences" (Milieubestand van boomsoorten) of in de tabel bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 1995.

Het behoud en het onderhoud van deze beplantingen maken eerst het voorwerp uit van een overeenkomst tussen de eigenaar, de huurder en de subsidiegerechtigde.

In het geval van een gebied van tijdelijke overstroming, wordt een verhoging met 20 % toegekend als het geheel (oevers en bodem) weer ingezaaid wordt, rekening houdend met de vlotte landschappelijke integratie; in dit geval zijn beplantingen van houtgewassen niet noodzakelijk.

Art. 9. In elk geval mag de gewestelijke subsidie niet hoger zijn dan 80 % van het in aanmerking te nemen bedrag.

Elke andere tegemoetkoming dan die van de subsidiegerechtigde wordt afgetrokken van het globale bedrag van de te subsidiëren uitgave.

Art. 10. § 1. Het volledige dossier betreffende de gunning van de opdracht bevat een afschrift van de volgende stukken :

— de beraadslaging waarbij de subsidiegerechtigde de datum van de opening van de inschrijvingen en, zo nodig, de lijst van de te raadplegen ondernemingen vastlegt;

— het goedgekeurde bestek;

— het bericht van de opdracht;

— het proces-verbaal van de opening van de inschrijvingen;

— het verslag over de aanbesteding van de opdracht;

— de inschrijving ingediend door de aannemer die door de subsidiegerechtigde aangewezen is;

— de vergelijkende tabel van de eenheidsprijzen van de ingediende inschrijvingen;

— de beraadslaging waarbij de subsidiegerechtigde de aanwijzing van de aannemer met redenen omkleedt.

§ 2. In voorkomend geval gaat het dossier vergezeld van :

— de door de partijen ondertekende overeenkomst tot behoud en onderhoud van de beplantingen;

— de akte van aankoop van onbebouwde onroerende goederen;

— de overeenkomst van erfdiensbaarheid.

Art. 11. De Minister kan controle laten uitvoeren op de aanwending van de toegekende subsidies.

Art. 12. § 1. Het definitieve subsidiebedrag wordt berekend op basis van het werkelijke bedrag van de gesubsidieerde werkzaamheden dat in de eindafrekening wordt vermeld, met inbegrip van de aankoopkosten inzake inneming en erfdiensbaarheid en de overige kosten zoals bedoeld in artikel 7, beperkt tot 10 % van het globale bedrag van de werkzaamheden. Als het bedrag van de eindafrekening van de gesubsidieerde werkzaamheden kleiner is dan het bedrag dat aanvankelijk in aanmerking werd genomen voor de berekening van de subsidie, wordt het bedrag van deze subsidie herzien op grond van de werkelijke kosten van bedoelde werkzaamheden.

§ 2. De Minister kan ook subsidies toekennen voor werkzaamheden van ondernemingen die niet konden worden voorzien bij het uitwerken van het oorspronkelijke project en die nu noodzakelijk blijken voor de goede uitvoering daarvan.

In dit geval mag de aanvullende subsidie niet hoger zijn dan 10 % van de oorspronkelijke subsidie.

Art. 13. In geval van aankoop van onbebouwde onroerende goederen wordt het definitieve subsidiebedrag vastgelegd op basis van de akte van aankoop van het goed, waarvan een afschrift aan de begeleidingsdienst overgemaakt wordt.

Art. 14. De artikelen 16 en 18 van het besluit van de Regent zijn niet toepasselijk op de werkzaamheden bedoeld in artikel 2bis, 2°, g), van het besluit van de Regent.

Art. 15. § 1. De Minister kan voorschotten op de toegekende subsidies uitbetalen naar rato van de daadwerkelijk uitgevoerde werkzaamheden.

§ 2. De subsidie wordt uitbetaald tegen overlegging van een verklaring van schuldvordering van de subsidiegerechtigde, gestaafd met een stand van de werkzaamheden.

Art. 16. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 januari 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN